

Grande marche citoyenne

Samedi 25 janvier, 14h Place Carli (bas du cours Julien)

Judi 30 janvier, 14h

Rassemblement vigillant devant le tribunal
(rue Polak, 13006) lors du procès du Collectif du 5 novembre
+ d'infos sur la semaine de mobilisation sur collectif5novembre.org

"LA SOLIDARITE EST UN DEVOIR, CE N'EST PAS UN DELIT !"



Malgré la mort de huit personnes sous les effondrements du 5 novembre 2018, la crise du mal-logement continue à Marseille. Plus de 4 000 personnes ont été délogées et aucun plan pour la rénovation des 40 000 logements indignes n'est envisagé ! Des Marseillais-es se sont engagés dans un esprit de solidarité pour exiger des pouvoirs publics que soit respectés la dignité et le droit des victimes du mal-logement (sinistrés, délogés, évacués ou expulsés). Incapable de répondre à cette demande, c'est une politique de criminalisation de ces militant.es qui a été mise en œuvre dans le but d'empêcher toute contestation populaire.

- **Un des membres du Collectif du 5 novembre, Kevin Vacher, a été placé en garde à vue pendant 28 heures du 16 au 17 septembre dernier** à la suite d'une action menée par plusieurs associations et collectifs citoyens dans les locaux de Marseille Habitat. Cette manifestation avait pour but de protester contre le fait que plusieurs familles avaient été contraintes de quitter en urgence de manière violente et scandaleuse leurs logements sans aucune prise en charge. Malgré la signature de la charte par la ville et l'état, Marseille Habitat n'a pas respecté les droits des locataires. Suite à cette intervention, les familles ont obtenu d'être relogées conformément à la loi. **Pourtant, Marseille Habitat maintient sa plainte et Kevin passera en procès le 30 janvier.**

- **En décembre dernier, la Mairie demande à Emmaüs de payer 4285 euros d'amende** sous le prétexte que des affiches appelant à la tenue des États Généraux de Marseille avaient été repérées sur des emplacements non conformes.

- **Les forces de police sont intervenues et ont placé en garde en vue des habitants de la copropriété Maison Blanche (14ème),** quelques semaines après qu'un incendie ait endommagé des appartements. Au cours de cette intervention, des policiers ont voulu intimider des habitant.es, menaçant de « dissoudre » le collectif de quartier

- **Diverses pressions et un contrôle de police ont été effectués récemment au Molotov,** salle de concert, qui reçoit gracieusement des permanences du collectif du 5 novembre. Ce lieu emblématique connu pour ses positions de solidarité, mais aussi pour ses engagements politiques, antifascistes et

antiracistes pourrait être frappé d'une mesure de fermeture ce qui aurait pour conséquence la fin des concerts ainsi que des permanences organisées pour recevoir les personnes délogé.es toujours plus nombreuses et démunies.

Pourtant depuis le drame du 5 novembre 2018, qui a causé la mort de huit personnes, les propriétaires des 63, 65 et 67 rue d'Aubagne n'ont pas été inquiétés. Un seul marchand de sommeil, l'élú municipal André Malrait, a été condamné pour avoir loué un logement insalubre. Pourtant, ce-dernier est toujours en poste et dispose encore du soutien du maire Jean-Claude Gaudin.

Le décès de Mme Redouane causé par l'impact d'un tir de lacrymogène lors d'une manifestation pour le logement, le 2 décembre 2018, n'a conduit à aucune mise en examen de policier. Au lieu de poursuivre les marchands de sommeil et les policiers auteurs de violence, on met en cause les citoyens qui organisent la solidarité.

Depuis de long mois, la ville de Marseille et l'Etat s'engagent dans des politiques d'intimidation de nos militants. Des citoyens engagés ou militants ont subi la même violence : salarié.es précarisé.es, gilets jaunes, les syndicalistes, les militant.es qui manifestent contre les violences policières ou ceux qui organisent la solidarité avec les migrants.

Aujourd'hui, nous appelons les marseillais-es à venir nombreux à cette grande marche pour exiger :

- l'arrêt de cette politique de criminalisation des mouvements sociaux et de solidarité
- la justice sociale et l'égalité pour tous.
- le respect des droits des personnes délogées et une politique de logement digne pour tou-tes

Assemblée de la Plaine, Association Leveque Family Project, CVPT, Collectif du 5 novembre, Collectif des habitants de Maison blanche, Collectif Mémoires en Marche, Collectif des habitants d'Air-bel, Collectif Cabucelle, Collectif des habitants des Bourelly, Collectif des écoles de Marseille, Collectif des Habitants Organisés du 3ème, Collectif des salarié.es de MCdo Saint-Barthélemy, CIMADE, CCFD, CNT-13, CNT-SO, CGT FERC Sup AMU, Etats Généraux des Migrations, Emmaüs, FSU13, Gilets Jaunes du Toursky, LDH Marseille, Les Co-citoyen, Le Groupe de Veille Busserine, Librairie Transit, Marche Mondiale des Femmes13 PACA, Médecins du monde PACA, MRAP13, Marseille Féministe, RESF13, RUSF13, Réseau Hospitalité, Réinventer la gauche, Solidaires 13, SQPM, Quartiers Nord quartiers forts.